

APPEL AU PEUPLE ET NOUVELLE FIGURE DE LA CONFLICTUALITÉ SOCIALE

Par Emile Servais

« Populiste » est un mot bateau au contenu variable, mal défini, découlant du substantif « peuple », notion elle-même difficile à cerner dans une société fragmentée, diverse dans ses conditions de vie et aspirations.

Il ne suffit pas de disqualifier les actions ou les discours dits « populistes », car s'ils peuvent receler des demandes de pouvoirs forts qui joueront avec les divisions, les ségrégations, la haine de l'autre, ils pourraient aussi exprimer des souffrances liées à la détermination des conditions d'existence quotidienne des milieux populaires. Il convient donc de s'interroger de manière critique sur ces discours et actions avant de les évaluer.

Nous faisons l'hypothèse que de tels phénomènes pourraient contenir en germes des points de vue inédits, révéler de nouvelles figures de la conflictualité sociale. Celle-ci qui s'est institutionnalisée après la seconde guerre mondiale dans des transactions d'ordre global entre grandes organisations sociales, patronales et syndicales professionnalisées, censées réduire les inégalités, a produit des résultats appréciables. Mais la mise en scène de cette figure totalisante de la coopération conflictuelle rend sans doute plus difficile l'apparition de formes partielles et instables de la conflictualité. Au lieu d'être disqualifiées, ces nouvelles figures du conflit pourraient au contraire être considérées comme des contributions à un ordre où les pouvoirs tendent à s'égaliser.

Ainsi en serait-il, par exemple, d'une hybridation des structures qui intégreraient des non-professionnels dans les lieux de décision. N'y verrait-on pas apparaître des réponses originales ?

Quand la référence au peuple et l'appel au peuple sont de retour dans les propos de sens commun, les discours de femmes ou d'hommes politiques, les essais de journalistes ou d'analystes de la vie politique, le fait peut interpeller et requérir analyse. Il peut interpeller dans la mesure où il est utilisé aussi bien à droite qu'à gauche, tantôt pour légitimer des prises de positions, tantôt pour les disqualifier. Par ailleurs, que peut signifier le fait qu'on se réunisse autour d'une question telle « Le peuple existe-t-il ? » ou qu'on annonce et argumente son retour ? L'interrogation déborde sur les qualifications dérivées d'une telle référence. C'est le cas de « populaire » associé aux classes, milieux et cultures. Ce l'est aussi de qualifications plus injurieuses comme « populace », utilisée pour désigner des populations dont les pratiques sont considérées par d'aucuns comme vulgaires ou comme « populiste », désignant des réactions, prises de positions, personnages ou groupuscules en appelant au peuple contre les élites ou contre une partie de lui-même en vue de faire prévaloir celles-là en recourant à des formes de violence symbolique et physique¹. L'interpellation semble d'autant plus justifiée que des événements récents ont fait resurgir une forme de populisme, émotive à l'excès,

1 Voir par exemple Benoît Schneckenburger, *Populisme. Le fantasme des élites*, éditions Bruno Leprince, « Politique à gauche », janvier 2012 ; Clémentine Autain, *Le retour du peuple. De la classe ouvrière au précaire*, Stock, février 2012 ; Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Annie Collovald et François Ruffin, *Classes en lutte, Entretiens*, éditions Bruno Leprince, « Politique à Gauche », septembre 2010 ; sous la direction de Michel Wieviorka, *Le peuple existe-t-il, les entretiens d'Auxerre*, éditions Sciences humaines, juin 2012.

que d'aucuns ont appelé le victimo-populisme². Si, comme beaucoup d'autres, nous en partageons le rejet radical, un souci subsiste : comment interpréter ces revendications tant dans leur forme que dans leur contenu et ne pas disqualifier *ipso facto* toute expression de revendications populaires³ ? Si en effet le peuple et ses dérivés sont mythiques, magiques, ambivalents, polysémiques, nous pensons qu'il est probable qu'on recourt à ce générique et à ses dérivés d'autant plus fréquemment que la société actuelle est postmoderne, c'est-à-dire, entre autres caractéristiques, excessivement fragmentée. Par ailleurs, s'il y a lieu – compte tenu de leurs connotations – de manier ces termes avec prudence, le fait d'y recourir n'est-il pas, quand et à quelles conditions, indicatif d'un déficit démocratique à résorber ? Ce déficit, objectif et subjectif, ouvre à de la conflictualité dont la figure pourrait être inédite, par exemple plus instable et plus diversifiée quant aux positionnements des protagonistes de revendications et quant aux alliances qu'ils font et défont plus rapidement. Elle pourrait s'exprimer plus que par le passé dans la diversité et la fluidité des transactions sociales de la quotidienneté et nécessiter de nouvelles traductions de l'héritage culturel du mouvement ouvrier et de ses organisations.

1° ENONCIATIONS POLYSÉMIQUES ET HÉTÉROGÉNÉITÉ DES IDENTIFICATIONS

Tous ces termes sont polysémiques notamment parce que le générique « peuple » renvoie en même temps à une totalité et à ses différentes composantes pour en exprimer l'unité. Le générique et ses dérivés sont utilisés pour désigner à la fois l'unité d'un tout (une Nation, un Etat par exemple) et de ses parties (les groupes et fractions de groupes qui distinctement le composent comme par exemple la classe ouvrière, la classe moyenne, les immigrés mais aussi paradoxalement les élites comme dans l'expression l'élite ouvrière ou les milieux élitistes).

Ces termes ambigus sont aussi ambivalents notamment lorsqu'ils sont utilisés pour caractériser des positionnement d'alliés ou d'ennemis dans les luttes historiques et sociologiques entre fractions et de la totalité de ses parties. C'est d'autant plus probable dans une société fragmentée où les ensembles et sous-ensembles de populations et d'institutions prolifèrent. Ce n'est, dès lors, pas parce que le Petit Robert définit le populisme comme « un courant littéraire qui s'applique à peindre la vie des gens du peuple » que le mot n'est pas investi de significations variables et différentes selon les ensembles et sous-ensembles concernés. Par ailleurs, s'il n'y a aucune illégitimité à décrire la quotidienneté populaire et à se revendiquer alors, selon le Robert, populiste, qui niera qu'une qualification de ce type ne rende aujourd'hui suspect, à gauche, où pourtant le peuple est une référence historique, comme à droite, où par tradition c'est la nation qui est privilégiée ? Méfions-nous donc de ces mots non seulement ambigus mais ambivalents et dont le sens varie selon le contexte, les populations et institutions concernées, ce qui ne peut qu'entretenir l'indétermination et la confusion. Ces termes flous évoquent souvent non seulement des identités socioprofessionnelles mais aussi les ruptures qu'elles connaissent et les pentes qu'elles dessinent dont le sens renvoie à celui qui l'énonce en s'auto-

2 Hugues Lepaige, *Affaire Marin : les dérives de l'émotion*, *Démocratie* N°18, 15 septembre 2012. Alda Gréoli, *L'émotion, la rue, la démocratie*, *En Marche*, éditorial 6 septembre 2012.

3 Pierre Bourdieu débute un article de *Actes de la recherche* N°46 de mars 1983 intitulé « Vous avez dit « Populaire »? » par cette proposition : « Les locutions qui comportent l'épithète magique de « populaire » sont protégées contre l'examen par le fait que toute analyse critique d'une notion touchant de près ou de loin au « peuple » s'expose à être immédiatement identifiée comme une agression symbolique contre la réalité désignée – donc immédiatement fustigée par tous ceux qui se sentent en devoir de prendre fait et cause pour « le peuple » et de s'assurer ainsi les profits que peut aussi procurer, surtout dans des conjonctures favorables, la défense des « bonnes causes ». ». Il continue en note : « Le fait que les coûts d'objectivation scientifique sont particulièrement élevés pour un profit spécialement faible – ou négatif – n'est pas pour rien dans l'état des connaissances en ces matières. ». Si cette proposition à laquelle nous souscrivons a des implications qui rendent difficile le traitement de l'observation d'un appel de plus en fréquent au peuple, elle n'interdit, à notre sens, ni de se poser la question de sa fonction sociale et de son sens, même si les réponses qui y sont apportées sont discutables, et ce, d'autant plus que l'objectivation qu'évoque Bourdieu est d'autant plus difficile qu'on est personnellement concerné. Le marché des profits symboliques de la visibilité peut jouer en sens inverse de ce qui est énoncé, le profit symbolique allant à celui qui dénonce le peuple, ne serait-ce que parce qu'il a un accès plus facile aux médias où il peut argumenter sa cause plutôt qu'au peuple qui exprime ce qui de son point de vue est une juste cause, via les médias qui le traquent pour qu'il le livre dans une version « brut de décoffrage »...

désignant souvent comme porte-parole d'une condition que, le plus souvent, il méconnaît pour en traiter selon les urgences de l'actualité médiatique ou de l'agenda politique.

« Terme flou, à géométrie variable, le mot peuple est d'abord et avant tout un mot du vocabulaire politique et le sociologue a bien du mal à le définir clairement ou même, à l'utiliser.

Comme objet, objet d'étude ou de discours (y compris savant), le peuple est plus le produit d'un acte définitoire de l'énonciateur qu'une réalité empirique nettement circonscrite : il peut englober, selon les circonstances, un nombre variable de groupes sociaux tels que ouvriers, employés, paysans, petits patrons du commerce et de l'artisanat, une fraction des « professions intermédiaires » comme les contremaîtres ou certaines fonctions techniques ou administratives. Mais cette approche par les catégories socioprofessionnelles n'épuise pas la diversité des classes populaires en termes de genres, de parcours migratoires, d'âges ou de générations. Or, les enquêtes de terrain dans les quartiers populaires montrent l'extrême hétérogénéité du « peuple », notamment à travers les trajectoires sociales et culturelles très diverses des individus qui le composent : ascendantes pour les uns, progressivement descendantes ou marquées par un déclassement brutal pour les autres, mais encore stagnantes, ascendantes contrariées, etc., sans compter les choix matrimoniaux ou conjugaux qui peuvent être faits et qui rendent les cellules familiales encore plus complexes.

Le « peuple » n'existe pas non plus comme sujet. Plus qu'il ne parle, le peuple est parlé. Il est invoqué, convoqué par des « porte-parole » plus ou moins auto-désignés et qui n'ont que rarement des conditions matérielles d'existence en commun avec ceux et celles qu'ils sont censés représenter. Il est aussi parlé et bien souvent idéalisé, par des intellectuels souvent de gauche plein de bonnes intentions qui cherchent à lui apporter le savoir nécessaire à son émancipation. Le mot peuple est alors un « mot magique » dont l'examen critique est souvent limité par l'empathie que l'on porte à l'objet qu'il désigne et que l'on constitue en sujet : bien souvent, il s'agit de bénéficier des profits symboliques reliés à la défense d'une « juste cause », celle des « petits » et des « faibles », des « gens de peu ». Si bien que les travaux en sciences sociales ont prioritairement abordé les questions « vives » du travail et de l'emploi, de la « délinquance des jeunes », du vote pour le front national, du « malaise » ou des « violences en banlieue », de la pauvreté, bref des thématiques qui relèvent avant tout de l'agenda politique et journalistique, au détriment d'une recherche de fond sur la ou les cultures populaires. »⁴.

Cette recherche de fond ne peut toutefois se satisfaire d'en resituer le contenu spécifique et sa cohérence, elle doit inclure sa dynamique de production et d'évolution ou, en d'autres mots, renoncer à une perspective substantialiste pour une perspective socio-historique. Plus que jamais, dès lors, il importe d'être attentif aux recommandations récurrentes de Pierre Bourdieu sur le fait que la sociologie de la production du discours sur la classe populaire fait partie des préalables absolus de tout discours sur les classes populaires et qu'un tel discours risque toujours et particulièrement pour les intellectuels d'être discours sur eux-mêmes, expressions politiques de leurs rapports au peuple et à ses sous-

4 Vincent Goulet, *Expressions médiatiques du « peuple » et relations populaires aux médias*, in *Le peuple existe-t-il ?*, op. cit., pp. 211-212. Cet auteur souligne que, à part *La culture du pauvre* de Richard Hoggart, qui date de la fin des années 50 et a été publié en français en 1970, seuls quelques travaux ponctuels se sont donnés pour objet les cultures populaires et poursuivis la tradition des cultural studies, à savoir, la reconstruction d'un ensemble cohérent actualisé de schèmes de pensées et d'actions communs. On ne peut que le regretter, et ce d'autant plus, comme le notent A. Mattelart et E. Neveu p. 31 de leur *Introduction aux cultural studies*, La découverte, 2003, « Dans un article paru moins de cinq ans après la sortie de « Culture du pauvre », il souligne à quel point ses descriptions peuvent devenir désuètes du fait de l'accroissement de la mobilité spatiale, d'une aisance matérielle relative mais croissante, de l'impact inédit de la voiture et de la télévision sur la sociabilité ouvrière ».

ensembles⁵. Mais, éviter l'ethnocentrisme et le légitimisme sur lequel il peut trouver à se fonder dans le cadre d'une théorie de la domination et de la violence symbolique est, sans doute, comme l'ont souligné Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, plus facile à énoncer qu'à réaliser et demeure insuffisant. Encore faut-il, en effet, que ce distanciellement par rapport aux structures de domination ne s'accompagne pas d'une autonomisation trop forte voire d'une surévaluation des spécificités des univers populaires étudiés. Si, dans le premier cas, on risque de positionner et d'interpréter le populaire en termes de handicaps de toute nature, dans le second, il y a risque d'en surdéterminer ou surévaluer la position et les conditions d'existence⁶. L'invitation à éviter ce double piège souligne que le populisme lui-même est ambivalent, à la fois potentiellement mépris (misérabilisme) et admiration (populiste) du peuple. Cette ambivalence se redouble dans la mesure où les références au peuple sont faites dans le cadre d'une société fragmentée dont les composantes sont tant en termes de positions que de culture « quelque chose de vivant en élaboration permanente parce que liées à la dynamique des luttes sociales »⁷. Elles ne placent plus pour longtemps du bon ou mauvais côté des luttes mais dans une position ambivalente porteuse en même temps, dans l'ici et maintenant, d'opportunités et d'obstacles du point de vue d'une issue dont les contours ne sont pas définis à l'avance. Dans de telles conditions : ni handicap, ni ressource stable, nécessairement adéquate, dans un ici et maintenant tendanciellement fragmenté de positions et de luttes, les références au peuple n'ont a priori rien de honteux ni de disqualifiant et ce qui est dit en relever requiert qu'un « ensemble cohérent de pratiques culturelles, de normes et de critères culturels, de symboles et de représentations, de créations et d'objets qui expriment et concernent la totalité de l'existence quotidienne populaire »⁸ soit analysé de manière critique avant de faire l'objet d'évaluations voire d'engagements.

2° EXPRESSIONS AMBIVALENTES ET CONTEXTES POSTMODERNES

Pour rendre raison de l'usage des expressions ambivalentes faisant référence au peuple, on se doit sans doute de faire d'abord l'hypothèse que si, dans le moment où prévalaient les grands récits, elles permettaient selon l'option de placer du bon ou du mauvais côté du texte ou de la lutte qu'il raconte le peuple/les 100 familles, il est probable que le sens de cet usage disjonctif soit profondément modifié dans un contexte de postmodernité caractérisé entre autres par la fin des idéologies et une sensibilité accrue à l'ambivalence des pratiques. Si un tel usage n'a pas disparu notamment chez ceux qui nient cette évolution ou s'enferment dans le passé, on observe que s'y substitue aujourd'hui une logique de conjonction, chaque position ou prise de position véhiculant souvent, pour celui qui l'énonce et celui qui la capte en même temps, tantôt une connotation positive et/ou négative : le peuple a ses riches, les riches ont leurs pauvres. Si la modernité est spectacle, communication, promotion de l'individu, développement exponentiel de la technique et de la rationalité technique, chacun (individu ou institution) l'apprécie à la fois, au même moment ou à des moments différents, comme expression mobilisatrice et/ou comme simulacre, comme information intéressante et/ou comme manipulation, comme progrès et/ou comme menace, comme important et/ou dérisoire, etc. Dans cette hypothèse, les expressions

5 Voir notamment *Question de sociologie*, éditions de Minuit 1984, « Je pense que la position qu'on prend sur le problème des classes dépend de la position que l'on occupe dans la structure des classes », p. 90. « La sociologie des intellectuels... a pour fonction de rendre difficile le rapport volontiers triomphant que les intellectuels et les dirigeants ont avec eux-mêmes ; de rappeler que nous sommes manipulés dans nos catégories de pensées, dans tout ce qui nous permet de penser et parler le monde. Elle doit aussi rappeler que les prises de position sur le monde social doivent peut-être quelque chose aux conditions dans lesquelles elles se produisent, à la logique spécifique des appareils politiques et du « jeu » politique, de la cooptation, de la circulation des idées, etc. », p. 65.

6 Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, « Hautes études », Gallimard-Seuil, 1989. Voir également Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, « Sociologies contemporaines », Armand Colin, troisième édition, 2011, notamment pp. 36-39 et 109 ; ou encore, du même auteur, *Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs*, « Bibliothèque du Mauss », La découverte, 2012, notamment pp. 40 et 41.

7 Pierre Bernard, *Cultures populaires, discours et théories*, in *Les cultures populaires*, sous la direction de Geneviève Pujol et Raymond Labourie, Institut National d'Éducation populaire, Privat, Sciences de l'homme, 1979, pp. 53-63.

8 Pierre Bernard, *op.cit.*, p 58.

faisant référence au peuple renverraient à ce que Jean Foucart⁹ appelle la pensée floue permettant de se représenter ce qui est incertain et subjectif, valorisant les connexions horizontales plutôt que les hiérarchies, assumant la fluidité et le mouvement, l'entre-deux, notamment le passage d'une position ou d'une culture à une autre. Mais le flou, s'il fait douter des formes instituées, peut aussi favoriser la cacophonie. Dans cette perspective, le retour de références au populaire pourrait s'interpréter comme mise en cause de ces formes et tentative de réintroduction bruyante et peu structurée de la conflictualité sociale dans un contexte nouveau où le mouvement est valorisé, l'incertitude forte et l'horizon indéterminé et insécurisant. Cette réintroduction ne serait plus axée sur une représentation téléologique des résultats auxquels la lutte devrait aboutir, par exemple l'émergence d'une société sans classes, finalité de la dictature du prolétariat, mais sur une représentation de l'ici et maintenant, à la fois comme quelque chose à construire en assumant la matérialité de ses déterminations et comme expérimentation collective de possibilités inexploitées. De ce point de vue, on peut faire l'hypothèse que les populismes ne seraient pas, comme on a voulu les stigmatiser, des réactivations d'archaïsmes illusoire, mais plutôt expressions multiples des déterminations de la condition populaire sur lesquelles il serait pris appui pour faire émerger d'autres possibles que ceux mis en œuvre par les pouvoirs et les logiques dominantes. Ils cesseraient d'être considérés comme produit des fantasmes des élites et les réalités d'un monde populaire hétérogène pourraient être davantage prises en considération et ne seraient pas immédiatement disqualifiées. A contrario, ils pourraient être expressions multiples des déterminants des conditions de vie des milieux populaires ; mais expressions manipulées d'autant plus facilement qu'elles sont infiniment diversifiées et peu structurées pour mieux en retourner la précarité et l'insécurité en exercice, et demande l'exercice d'un pouvoir fort actualisant des logiques de division, hiérarchisation et ségrégation, et développant la haine de l'Autre.

3° POPULISME ET DÉFICIT DÉMOCRATIQUE

Ces populismes à signification inversée ont toutefois en commun le constat selon lequel l'ici et maintenant du peuple ou d'une partie du tout social serait ignoré dans la diversité de ses conditions de vie et des ses aspirations. Ce constat d'un déficit démocratique se fonde et s'argumente entre autres d'une part sur le fait que les inégalités croissent tandis que la grande bourgeoisie patrimoniale proclame, sans être contredite, avoir gagné la lutte des classes et exerce sans grande opposition la violence symbolique qui en naturalise les attributs et les pratiques et d'autre part sur le fait que, par voie de conséquence, la classe ouvrière s'est, dans le même temps, trouvée déstructurée par la valorisation de l'actionnaire plutôt que du travailleur, la mobilité du capital financier, la désindustrialisation, la concurrence liée à la mondialisation de l'espace économique, les fermetures d'entreprises, l'accroissement des chômeurs, les recours aux travailleurs immigrés, aux travailleurs à temps partiels, et une gestion publique de la crise économique et sociale parfois peu soucieuse de permettre aux victimes de ces déstructurations de surmonter leurs difficultés objectives et subjectives. Par ailleurs, dans ce contexte de transformations profondes, le mythe d'une grande classe moyenne homogénéisée par la production/consommation et la culture de masse s'est effondrée et s'y est substitué un espace de positions basses ou intermédiaires hétérogènes dont les ressources sont inégales et les positions potentiellement conflictuelles.

Dans un tel contexte, interpréter l'appel au peuple comme identification d'un déficit démocratique et invitation à le combler en développant des pratiques conflictuelles plutôt que consensuelles, est à manier avec prudence. Qui prend position, comment est-il identifié et s'identifie-t-il, quel en est le contenu, qui le relaie et comment ? Ceux qui prennent position occupent en effet dans les champs sociaux des positions différentes et disposent de ressources inégales notamment quant à leur capacité à doter leurs prises de position d'une légitimité plus ou moins forte. Ainsi, les positions fortes peuvent-elles contribuer à construire une certaine unité de point de vue, fût-elle de façade, plus large que les positions faibles et la transformer en évidence partagée, alors que ces dernières ont plus tendance à mettre en avant et à revendiquer la spécificité de leurs infimes différences ? Les prises de position

9 Voir notamment Jean Foucart, *Réseaux fluides et pratiques sociales : vers un nouveau paradigme. Une méthodologie floue : la recherche participative*, in *Pensée plurielle*, N°28, 2011/3, p. 11-23.

au café du commerce ou plus médiatisées comme dans les émissions de télé-réalité ou les enquêtes version « micro-trottoir » sont commentées et relayées dans l’instant et avec souvent une visibilité éphémère tandis que les communiqués de presse rédigés à l’issue des forums de dirigeants ou les réflexions d’experts ou d’idéologues attirés de droite comme de gauche, réunis dans une logique de cooptation (think tank) bénéficient, eux, d’une visibilité plus forte et plus durable compte tenu de leurs apparitions récurrentes dans les médias qui sont souvent, dans ce cas et en empruntant une posture de connivence, plus leurs faire-valoir qu’instances critiques¹⁰.

4° DÉFICIT DÉMOCRATIQUE ET CONFLICTUALITÉ SOCIALE

Si l’appel est indicatif d’une recherche de formes nouvelles de conflictualité sociale en contexte postmoderne, encore faut-il dès lors pouvoir en dessiner et en analyser les figures potentielles. Mais revenons d’abord sur l’hypothèse d’un populisme à signification inversée qui nous semble inviter à distinguer forme et contenu et à s’intéresser à leur articulation dans des figures différentes. On pense particulièrement, du côté de la forme, à la rhétorique tribunitienne et, du côté du contenu, à la quête qui en sous-tend et en argumente l’expression – par exemple viser une prise en compte du déficit des conditions d’existence d’une population ou se positionner à n’importe quel prix dans le champ du pouvoir en instrumentalisant ce déficit. Dans le premier cas, la conflictualité sociale pourrait trouver à s’appuyer sur une rhétorique qui emprunte à la téléologie du combat ouvrier ou la refuse pour mieux coller au contenu de l’ici et maintenant de conditions d’existence qui mettent à l’écart du tout social et rendent l’horizon individuel et collectif incertain. Le populisme qui la nourrirait serait alors un adjuvant à la recherche de solutions structurelles et institutionnelles impensées ou délaissées et pourtant provisoirement transformatrices des déficits démocratiques non seulement en matière économique mais aussi politique, sociale et culturelle. La forme téléologique, si elle est adoptée, ne pourrait l’être que comme médiation en vue d’instaurer un contenu nouveau mettant en tension et en équilibre du positif et du négatif non sous le mode de la synthèse mais sous le mode de la coexistence de l’un avec l’autre dans une dynamique du provisoire. Il n’aurait alors nul besoin d’être cristallisé dans une seule figure pour être légitime et ouvrirait à la diversité de formes de conflictualité imparfaites, hésitantes, locales ou plus globales. Dans le second cas, la conflictualité sociale et le populisme qui la nourrit peut ou non également emprunter à la rhétorique tribunitienne et coller à l’ici et maintenant de ceux qui sont objectivement mis à l’écart et se vivent subjectivement comme tels pour mieux en transformer la précarité et l’incertitude des conditions d’existence en haine des autres, instrumentalisée pour mieux conquérir un pouvoir et instaurer un rapport de domination qui catégorise, hiérarchise et finalement méprise de manière définitive. Dans le premier cas, il s’imposerait d’éviter de le stigmatiser et le considérer comme point d’appui dans la recherche de formes de conflictualités les plus adéquates pour réactiver une démocratie élargie ; dans le second, il s’imposerait de le disqualifier parce qu’induisant une confrontation des parties suicidaire pour la démocratie.

5° NOUVELLES FIGURES DE LA CONFLICTUALITÉ ET TRANSACTION SOCIALE

Le recherche de nouvelles figures de la conflictualité sociale qui n’exposeraient pas les représentations et pratiques populaires à une disqualification trop souvent systématique par les oligarchies de tout genre, pourrait utilement s’inspirer de la théorie de la transaction sociale dans la mesure où celle-ci cherche à articuler des oppositions sans les éliminer mais en cherchant à les faire évoluer pour transformer les pratiques des protagonistes d’une situation y occupant des positions inégales et y déployant des prises de positions différentes, voire opposées.

« Pour la sociologie de la transaction, les individus sont confrontés à des effets « structureaux » (culturels) et « structurels » (sociaux) qui se nouent et se dénouent lors de pratiques concrètes qui mêlent conscience, intention et contradictions objectives. La nature du compromis pratique

¹⁰ Voir par exemple Laurence Van Ruymbeke, *Itinera. La voix des maîtres*, in *Le Vif*, 14/09/2012, pp. 40-44, qui s’interroge sur la proximité de ce think tank avec une certaine élite au pouvoir.

est donc révélatrice de l'état des choses. C'est cette praxis, révélant les positions inégalitaires des uns et des autres, qui conduit chacun à transiger, et donc à produire et renouveler des pratiques susceptibles alors de transformer les positions initiales. La transaction de fait qui s'impose à tous (à moins d'une échappée dans la violence aveugle) produit à la fois du commun, de la coopération et du conflit. Un conflit plus ou moins vif selon l'éloignement des positions. « Le paradoxe de la transaction sociale provient de cette double polarité : concilier des valeurs non négociables et opposées en cherchant un compromis » (Gauthier, 2003:3). D'où la notion de « coopération conflictuelle », qui permet de considérer dans un même mouvement les deux moments du pont et de la porte énoncés par Simmel (2007 :45-59). »¹¹.

La transaction ouvre ainsi à la mise en œuvre d'une figure paradoxale de la conflictualité : la « coopération conflictuelle ». Si celle-ci a trouvé à s'institutionnaliser, avec des résultats appréciables, après la seconde guerre mondiale et dans la période des « trente glorieuses » dans la figure de transactions entre les grandes organisations sociales du patronat d'un côté et d'ouvriers et d'employés de l'autre, il ne paraît pas inconvenant de penser qu'une telle figure pourrait rendre ou avoir rendu difficile l'apparition de figures moins totalisantes et davantage en correspondance avec les exigences d'une société très fragmentée et très hétérogène. Cette évolution pourrait impliquer, pour les positions se revendiquant du peuple, la nécessité de laisser s'ajouter à cette figure institutionnalisée de la coopération conflictuelle, des figures à inventer et/ou à promouvoir moins stables et plus floues, plus accomplissement de transactions interpellant non seulement les positions et logiques sociales et culturelles dominantes mais impliquant également des retraductions de l'héritage culturel et social du monde populaire en fonction des exigences d'une modernité paradoxale. Il s'agirait alors de construire des entre-deux inédits, double traduction des ressources des logiques et pratiques dominantes en ressources logiques et pratique de transformation des conditions d'existence tendant à mettre à la marge et traduction de l'héritage historique des logiques et pratiques populaires tenant compte des exigences d'une modernité paradoxale. En d'autres termes, les formes nouvelles de conflictualité ne pourraient être que des hybridations cumulant à la fois une prise en considération critique et intéressée des logiques et pratiques dominantes et une adaptation de l'héritage culturel et social du monde populaire aux évolutions propres à la modernité. Pour les expliciter, il y aurait lieu de considérer les transactions à réaliser ou en voie de l'être comme transactions de nature à la fois culturelle et sociale. L'entre-deux à constituer pourrait être, par exemple, dans le cas de transactions du monde populaire avec les élites, la reconnaissance et le déploiement d'une économie sociale de marché. Dans le cas de transactions du monde populaire avec son héritage – opposant selon Hoggart eux et nous – la mise en place et le développement dans l'ici et maintenant marqués d'une culture de la conjonction plutôt que d'une culture de l'opposition ou de la différence et l'acceptation d'une figure de la conflictualité plus instable qu'institutionnalisée. Celle-ci, comme le souligne Corcuff en renvoyant à Proudhon, serait conflictualité où le mouvement des contraires serait travaillé selon une logique d'équilibration ou d'opposition à d'autres antinomies.

« J'ai reconnu alors que si l'antinomie est une loi de la nature et de l'intelligence, un phénomène de l'entendement, comme toutes les notions qu'elle affecte, elle ne se résout pas ; elle reste éternellement ce qu'elle est, cause première de tout mouvement, principe de toute vie et évolution, par la contradiction de ses termes ; seulement elle peut être balancée soit pas l'équilibration des contraires, soit par son opposition à d'autres antinomies. »¹²

Ces figures de la conflictualité pourraient notamment nécessiter de nouvelles formes de structuration et d'organisation de l'action et l'interrogation des schèmes et styles d'énonciations populaires.

11 Jérôme Boissonade, *Les apports de la sociologie pragmatique à la transaction sociale. Le concept de « régime d'action » dans l'analyse du discours des « jeunes de banlieue »*, in *Pensée Plurielle*, N°20, 2009/1, p. 39.

12 Pierre-Joseph Proudhon, *Théorie de la propriété 1866*, cité in Philippe Corcuff, *Où est passé la critique sociale ?*, op. cit., pp. 33-41.

6° CONFLICTUALITÉ FLUIDE ET NOUVELLES FORMES DE STRUCTURATION ET D'ORGANISATION DE L'ACTION

Une conflictualité plus fluide doit sans doute s'accommoder de formes de structuration plus indéterminées, moins régulières. On pense, par exemple, à un renouvellement fréquent des leaders et des porte-parole qui restent néanmoins nécessaires comme vecteurs de visibilité et de construction de légitimité. Cette forme de structuration est, à la fois, emprunt à des logiques de pouvoir et de domination, et possibilité de fragilisation de celles-ci. Cette figure ouvre à l'expression de points de vue inédits et donne accès ou fait rechercher des moyens de les faire partager. L'élargissement de la diversité des prises de positions qui en découle pourrait, certes, être à l'origine d'une disqualification de celles-ci par les élites qui pourraient n'y voir qu'anarchie et chaos alors que du côté de groupes se revendiquant du peuple, elle serait possibilité d'exprimer ce qui ne se dit pas mais est considéré comme important et valable. Elles sort de l'exercice de la conflictualité de l'exercice d'un métier stable pour lui substituer une logique de mobilité dont on sait qu'elle est, aujourd'hui, celle de beaucoup de parcours professionnels. Elle met en question les institutions dont les objectifs et missions sont fixés et formalisés dans des écrits qui en garantissent la durée et bloquent pour un temps plus ou moins long l'émergence d'autres possibles. L'hybridation que favorise une conflictualité instable, pour ne pas être disqualifiée, se doit toutefois d'apparaître comme contribution à un ordre qui, même s'il est précaire et chaotique, ne fait pas désordre mais est contribution à un ordre où les pouvoirs tendent à s'égaliser. Les transactions des protagonistes ont alors la double fonction de mise en question d'un ordre et de proposition d'un autre où les pouvoirs sont moins inégaux. L'hybridation est contribution à une modification des rapports des positions et mise en cause des évidences qui font consensus pour faire émerger des points de vue inédits. La dimension sociale de ces hybridations n'implique pas une confrontation physique ou de rue pas plus que leur dimension culturelle ne postule le débordement des émotions. Ainsi peut-on penser que pour que les revendications populaires soient davantage prises en considération, une présence dans les lieux de décisions de non professionnels des matières objet de la décision puisse être utile. Depuis combien de temps n'a-t-on plus ou quasi plus d'ouvriers dans les instances de décisions économiques, sociales ou politiques ? A ne plus permettre la confrontation de positions inégales, ne se prive-t-on pas de faire émerger des solutions inédites aux problèmes posés, pourquoi disjoindre plutôt que conjindre et enfermer les transactions dans la logique d'infimes différences entre positions dotées de capacités quasi identiques et exprimant des points de vue proches ? Certes, l'effort de traduction est alors important pour toutes les positions mais pourquoi préjuger qu'il soit impossible ? N'est-il pas susceptible de permettre que l'émotion se décante ou que l'expression spontanée du vécu et du ressenti ne fasse pas la loi ?

7° CONFLICTUALITÉ INSTABLE ET TRADUCTION DE LA CULTURE POPULAIRE

Vincent Goulet, dans une communication intitulée « Expressions médiatiques du « peuple » et relations populaires aux médias » note que la culture populaire est construite sur des schèmes et emprunte des styles d'énonciation qui mettent l'accent sur l'importance de la hiérarchie, de l'enveloppe comme constitutive d'un entre-soi identifiable, de l'angoisse de la perte d'identité et d'un souci de se positionner en référence à des causes reconnues justes de ce qui advient. Ces schèmes et styles sont assumés et confortés dans le recours à des formes d'organisation qui disent de manière étendue et forte, l'identité et l'entre-soi. Ils légitiment les grandes organisations de travailleurs, leur nécessaire hiérarchisation et l'abandon qui en est corrélatif de ce qui va à l'encontre de ce que les leaders expriment. Il n'empêche, comme en témoigne la grève sauvage, que cette hiérarchisation est aussi mal perçue sans doute que la connaissance dont elle dote éloigne du quotidien de catégories populaires. La traduction opérée par la communication plus ou moins formelle ou plus ou moins approfondie comme dans les formations de délégués ne semblent pas suffire à surmonter les frustrations. C'est une invite à conjuguer d'une autre manière la relation de la base et du sommet comme, par exemple, être moins expert et plus sensible à la quotidienneté, retraduire la condition en des termes plus proches du vécu que du rationnel ou du stratégique. L'ordre qui en surgit n'est pas pour autant désordre mais tient compte davantage de

la diversité des inégalités qu'il cherche à résorber. Cette orientation serait corrélative d'une définition de l'enveloppe moins bien dessinée mais plus concrète¹³ qui serait possibilité de faire reconnaître un déficit des conditions d'existence d'un public hétérogène que son hétérogénéité même conduit à ignorer. Des causes considérées comme justes et non prises en considération le seraient.

Parti d'une observation constatant que l'appel au peuple est redevenu fréquent en situation de crise non seulement économique mais aussi de crise des institutions et qu'il fait rapidement tant à droite qu'à gauche objet d'une disqualification populiste, on a voulu prendre distance par rapport à ce type d'énonciation et rendre possible l'expression de ce qu'on considère généralement comme inexploitable. En fait, nous avons fait l'hypothèse que le populisme n'impliquait pas, *ipso facto*, rejet et appréciation négative. Nous avons suggéré qu'il était traduction en prises de positions diversifiées à l'extrême de la fragmentation accrue d'une société de l'hyperspécialisation. Nous avons fait l'hypothèse qu'il était expression d'un déficit démocratique et appelait à déployer une conflictualité paradoxale plus diffuse et plus instable que par le passé. Nous avons cherché à sortir l'expression populaire de sa disqualification « populiste » en postulant que celle-ci sert souvent à renforcer et stabiliser les logiques et intérêts dominants. Nous pensons que cela ne peut se faire sans renoncer au moins partiellement au contenu archaïque et téléologique des combats populaires et qu'un populisme expression de revendications visant la transformation des conditions d'existence de l'ici et maintenant du peuple dans sa diversité, est à entendre et à prendre en considération. Il est un vecteur de la conflictualité sociale s'exprimant dans des figures inédites qui intègrent la dimension paradoxale de la modernité en conjuguant des oppositions plutôt qu'en cherchant à en construire des synthèses prétendument définitives. Enfin, nous suggérons que ces évolutions invitent les milieux populaires à des traductions de leurs schèmes de perception du monde et de leurs styles d'énonciation en adéquation avec la modernité.



Pour citer cette analyse

Emile Servais, « Appel au peuple et nouvelle figure de la conflictualité sociale », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, mars 2017, URL : www.intermag.be/590.